

[Texte]

undeveloped countries or developing countries.

**Professor Helleiner:** I am well aware of that and that is why the first point...

**Mr. Prud'homme:** We have had in mind what you have been enumerating this afternoon.

**Professor Helleiner:** The first priority must, therefore, be—that is why it was the first point I made—the development of adjustment programs and a carefully integrated plan for the phasing out of the present activities. It is quite possible for these firms, towns and groups of people to engage in other activities. It will not simply occur by itself, but there are other areas where it has worked and let me refer you to a study which has just appeared from the Organization for Economic Cooperation and Development in Paris which looked at the experience in Lancashire with its textiles and coal in Europe.

The upshot of their findings was that the impact was relatively small and with adequate retraining, retooling, adjustment programs you can minimize the costs. The employment effects were really very, very small. What is necessary at the outset is some study of precisely these possibilities in the same way that it is necessary to study what else you can use beet sugar land for. There are extra difficulties in the case of textiles and other labour intensive products beyond those which face any scheme for tariff reduction such as the latest Kennedy Round.

It is relatively easy for European countries to reduce tariffs in respect of one another because they expect the typical firm, an automobile firm, to gain in exports roughly what it loses from competition from slightly differentiated firms in other countries.

In the case of textiles there is no prospect really of Canadian textile firms being able to export peculiar differentiated types of textiles

[Interprétation]

reste. Durant ce temps, nous aurons des centaines de milliers de personnes qui auront besoin d'emploi, tout comme les pays en voie de développement ou les pays sous-développés.

**Le professeur Helleiner:** Je suis bien conscient du problème que vous venez de soulever et c'est là le premier point...

**M. Prud'homme:** Nous avons à l'esprit ce que vous venez d'énumérer cet après-midi.

**Le professeur Helleiner:** Comme je l'ai dit tout d'abord, la première chose à faire est de développer des programmes d'ajustement et un programme minutieusement intégré pour l'abandon graduel des activités actuelles. Il est fort possible que ces entreprises, ces villes et ces groupes de personnes se préoccupent d'autres activités. Cela ne se produira pas simplement, mais il y a d'autres régions où ce système a bien fonctionné et permettez-moi de vous parler d'une étude qui vient juste de paraître provenant de l'Organisation pour le développement et la collaboration économique, tenue à Paris, qui s'est attachée à l'expérience au Lancashire dans le domaine des textiles et du problème du charbon en Europe.

A la lumière de cette étude on a constaté que le changement proposé avait plus d'influence et qu'avec des méthodes de recyclage appropriées, un nouvel équipement et de programmes d'ajustement, on pouvait diminuer les coûts. Les effets sur l'emploi, de fait, étaient réellement peu importants. En tout premier lieu, il serait nécessaire qu'on fasse une étude précise des possibilités de notre pays de la même façon qu'il est nécessaire d'étudier quel autre produit on pourrait planter dans des terres où l'on s'adonne ordinairement à la culture de la betterave à sucre. Il y a des difficultés extraordinaires dans le cas des textiles et d'autres produits qui requièrent une main-d'œuvre importante en plus des difficultés ordinaires auxquelles ont à faire face tous les systèmes de réductions tarifaires comme le Kennedy Round il y a quelque temps.

Il est relativement facile pour les pays européens de diminuer leurs barrières tarifaires en ce qui a trait à leur entente réciproque parce qu'ils s'attendent à ce qu'une entreprise en particulier, par exemple une entreprise d'automobiles, gagne en exportation à peu près ce qu'elle perd par la concurrence d'autres entreprises quelque peu différentes établies dans d'autres pays.

Dans le cas des textiles il n'y a aucune perspective réelle que les entreprises canadiennes de textiles soient en mesure d'exporter